

A la une

ReInsurance BUSINESS

*Middle East conflict
reshapes global
reinsurance ahead of April
renewals*

09/04/2026

Treaty negotiations are about to reveal just how deeply geopolitical risk has rewired the market's plumbing

According to WTW, the conflict has become a defining factor in the terrorism and political violence segment, reshaping capacity, pricing, and the structures underpinning reinsurance treaties.

According to WTW, the conflict has become a defining factor in the terrorism and political violence segment, reshaping capacity, pricing, and the structures underpinning reinsurance treaties.

Fergus Critchley, the firm's global head of terrorism and political violence, said the market had settled into what he described as a new equilibrium. Insurers continue to offer solutions across major lines, he said, but with reduced line sizes, tighter terms, and higher rates than before the conflict began.

The strain, however, extends beyond frontline underwriting. Senior executives across the market have been scrutinising ceded structures, portfolio aggregation, and capital sensitivity as they seek to understand how Gulf-linked exposure has been layered and transferred upstream.

Market participants have said the response so far



Tunisie – Global Money Week 2026 : La BCT mobilise tout un écosystème autour de l'éducation financière

P.03

Tunisie : Accidents de la route : un projet de loi prévoit jusqu'à 5 fois le revenu annuel pour le conjoint survivant

P.04

Algérie : CNEP-Banque et Cash Assurances généralisent l'assurance habitation « Cat-Nat » et « MH »

P.04

Maroc : Catastrophes naturelles : un nouveau texte clarifie les règles

P.05

African insurance market seen reaching \$166 billion by 2034 on digitalisation, inclusion push

P.06

Saudi Arabia: Insurance Authority announces transition to risk-based capital framework

P.08

DFC and Chubb expand Hormuz maritime insurance facility to \$40 bn

P.11

has remained consistent with established contractual mechanisms rather than panic, though the question of how well diversified and structured Gulf-facing exposure truly is remains open.

SOMMAIRE

Tunisie – Global Money Week 2026 : La BCT mobilise tout un écosystème autour de l'éducation financière 03

Fethi Zouhaier Nouri : vers une stratégie nationale de decashing et d'inclusion financière durable 03

Tunisie : Accidents de la route : un projet de loi prévoit jusqu'à 5 fois le revenu annuel pour le conjoint survivant 04

Algérie : CNEP-Banque et Cash Assurances généralisent l'assurance habitation « Cat-Nat » et « MH » 04

Maroc : Catastrophes naturelles : un nouveau texte clarifie les règles 05

Les assurances des 10 prochaines années lors de la 4ème édition des Trophées de l'Assurance d'Afrique au Maroc 05

African insurance market seen reaching \$166 billion by 2034 on digitalisation, inclusion push 06

Assurance-vie en Afrique du Sud : 38,24 milliards de dollars versés en 2025 07

ME conflict: Oil price fell below US\$100/bbl following ceasefire agreement, rose marginally on breach 08

Saudi Arabia: Insurance Authority announces transition to risk-based capital frameworks 08

Middle East conflict reshapes global reinsurance ahead of April renewals 10

DFC and Chubb expand Hormuz maritime insurance facility to \$40 bn 11

Tunisie – Global Money Week 2026 : La BCT mobilise tout un écosystème autour de l'éducation financière

07/04/2026

Fethi Zouhaier Nouri, Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie (BCT), a ouvert le 6 avril 2026, la 3ème édition du Global Money Week organisée en Tunisie. L'évènement s'est tenu sous l'égide de l'Observatoire de l'Inclusion Financière (OIF), dont il assure la présidence, dans le cadre du réseau international d'éducation financière de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Cette nouvelle édition s'est déroulée sous le slogan « Smart Money Talks – L'argent, osons en parler », au Salon d'honneur de la BCT. Prenant la parole devant les représentants de l'ensemble du secteur financier tunisien, Nouri a affirmé que l'éducation financière relève désormais d'une priorité aussi bien nationale qu'internationale. « En investissant dans l'éducation financière, nous investissons dans l'autonomie économique des citoyens, l'inclusion durable et la stabilité du système financier », a-t-il déclaré.

Pour la première fois depuis le lancement de cet événement en Tunisie, banques, compagnies d'assurance, acteurs du marché financier, services postaux et partenaires internationaux ont rejoint conjointement l'OIF. Le Gouverneur a salué cette convergence, soulignant que l'éducation financière représente un levier fondamental au service de l'inclusion et de l'autonomie économique des citoyens.

Nouri a rappelé les enseignements de l'enquête nationale conduite en 2018, qui avait établi un score moyen de 3,4 sur 7 en matière de culture financière, révélant par ailleurs des écarts sensibles entre hommes et femmes. Pour mesurer les évolutions enregistrées depuis lors, une nouvelle enquête sera prochainement lancée. Le Gouverneur a également mis en avant le Programme National d'Éducation Financière 2023-2027, qu'il a présenté comme le socle sur lequel se construit une culture financière pérenne. « Ce programme est le socle sur lequel nous construisons une culture financière durable », a-t-il déclaré.

Face à la progression significative de la circulation fiduciaire, Nouri a plaidé pour un renforcement de la stratégie nationale de decashing et pour une

adoption plus large des paiements électroniques et digitaux. Il a précisé que l'éducation financière doit accompagner les citoyens dans la compréhension et l'utilisation des nouveaux services financiers, tout en instaurant un climat de confiance entre les différentes parties prenantes.

Pour clore son allocution, Fethi Zouhaier Nouri a insisté sur le fait que la promotion de la culture financière ne saurait reposer sur une seule institution. Il a appelé l'ensemble des acteurs publics et privés, en lien avec le grand public et les partenaires internationaux, à porter collectivement cet effort. La Global Money Week Tunisie 2026, a-t-il affirmé, doit permettre de renforcer l'engagement de tous en faveur de la vulgarisation de la culture financière.



Fethi Zouhaier Nouri : vers une stratégie nationale de decashing et d'inclusion financière durable

07/04/2026

Le Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie (BCT), Fethi Zouhaier Nouri a souligné, la nécessité de renforcer la stratégie nationale de decashing et d'encourager l'adoption des paiements électroniques et digitaux face à l'augmentation significative de la circulation fiduciaire.

« L'éducation financière doit accompagner les citoyens dans la compréhension et l'usage des nouveaux services financiers et créer un climat de confiance entre les parties prenantes », a-t-il insisté lundi, lors de lancement de la troisième édition du Global Money Week, organisée, à Tunis, par l'Observatoire de l'Inclusion Financière, en tant que membre du réseau international d'éducation financière de l'OCDE.

Nouri a placé l'éducation financière au rang de priorité nationale et internationale : « En investissant dans l'éducation financière, nous investissons dans l'autonomie économique des citoyens, l'inclusion durable et la stabilité du système financier », a-t-il assuré. Le Gouverneur de la BCT est revenu sur l'enquête nationale de 2018, qui avait révélé un score moyen de 3,4 sur 7 en matière de culture financière, avec des disparités entre hommes et

femmes.

Une nouvelle enquête, sera prochainement lancée pour mesurer les progrès accomplis.

Il a également mis en exergue le Programme National d'Éducation Financière 2023-2027, véritable cadre stratégique fédérateur. « Ce programme est le socle sur lequel nous construisons une culture financière durable », a-t-il prononcé.

En conclusion, Nouri a rappelé que la promotion de l'éducation financière ne peut être l'affaire d'une seule institution. Elle doit être portée par l'ensemble des acteurs publics et privés, en synergie avec le grand public et les partenaires internationaux.

« La Global Money Week Tunisie 2026 doit constituer une nouvelle étape dans cette dynamique collective », a-t-il affirmé. Et d'ajouter qu'elle doit impérativement permettre de renforcer l'engagement de tous en faveur de la vulgarisation de la culture financière.

Sous le slogan « Smart Money Talks – L'argent, osons en parler », l'édition 2026 réunit pour la première fois, l'ensemble des acteurs de l'écosystème tunisien (banques, assurances, marché financier, poste et partenaires internationaux).



Tunisie : Accidents de la route : un projet de loi prévoit jusqu'à 5 fois le revenu annuel pour le conjoint survivant

01/04/2026

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) s'est engagée à examiner le projet de loi n°21 de 2026, visant à renforcer l'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation et leurs ayants droit.

Le texte prévoit que, en cas de décès d'une victime d'accidents soumis à l'assurance obligatoire, le conjoint survivant percevra une indemnité équivalente à cinq fois le revenu annuel net du défunt. Si aucun revenu stable n'est établi, l'indemnité sera calculée sur la base de dix fois le salaire minimum annuel garanti en vigueur à la date du jugement. Le droit du conjoint ne sera pas annulé en cas de remariage.

Le projet prévoit également des montants supplémentaires pour les familles : si le défunt **est le seul ou principal soutien de la famille,**

un supplément équivalent à trois années de salaire minimum annuel garanti sera ajouté à l'indemnité de base. Par ailleurs, un salaire annuel supplémentaire sera accordé pour chaque enfant à charge, ou pour tout enfant étudiant jusqu'à 25 ans, ou en situation de handicap.

Le texte réforme aussi les plafonds d'indemnisation dans le cadre de l'assurance obligatoire : ceux-ci seront automatiquement révisés tous les trois ans selon le taux d'inflation officiel publié par l'Institut national de la statistique, par arrêté gouvernemental.

Les dispositions de ce projet de loi entreront en vigueur dès sa publication au Journal officiel et s'appliqueront aux accidents pour lesquels aucun jugement définitif n'a encore été rendu, conformément à l'article 4 du texte.

Maghreb



Algérie : CNEP-Banque et Cash Assurances généralisent l'assurance habitation « Cat-Nat » et « MH »

10/04/2026

Suite à la polémique suscitée ces derniers jours, le CNEP-Banque et Cash Assurances généralisent la commercialisation de leurs produits d'assurance habitation « Cat-Nat » et « MH » à l'échelle nationale.

Le Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance-Banque (CNEP-Banque) et la compagnie Cash Assurances annoncent la généralisation de la commercialisation du produit d'assurance contre les catastrophes naturelles «Cat-Nat» et du produit d'assurance multirisque habitation «MH» à travers toutes les agences de la banque sur le territoire national, et ce, à compter de ce mercredi, indiquent les deux compagnies dans un communiqué conjoint.

Des solutions d'assurance adaptées pour la protection des biens immobiliers

Fruit d'un partenariat stratégique entre les deux institutions, cette initiative fait suite au succès d'une phase pilote lancée le 9 novembre 2025 au sein de 36 agences. Cette initiative couvrira ainsi

l'ensemble du réseau du CNEP-Banque, qui compte 231 agences, facilitant ainsi aux citoyens l'accès à des solutions d'assurance adaptées pour la protection de leurs biens immobiliers.

L'assurance «Cat-Nat» couvre les risques liés aux catastrophes naturelles telles que les séismes, les inondations, les tempêtes et les glissements de terrain, tandis que l'assurance multirisque habitation couvre l'incendie, les dégâts des eaux et le vol, tout en garantissant la responsabilité civile et le service d'assistance à domicile. Cette démarche vise à renforcer la protection du patrimoine immobilier et à simplifier les procédures d'accès à ces services d'assurance.

conséquences des événements catastrophiques. Il abroge les annexes précédentes et les remplace par de nouvelles annexes, définissant ainsi les clauses types actualisées que les assureurs doivent désormais intégrer.

La mesure, prise sur proposition de l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale, est entrée en vigueur, suite à sa publication au Bulletin officiel. Le contenu précis des nouvelles annexes n'a pas été rendu public dans le texte.



Maroc :Catastrophes naturelles : un nouveau texte clarifie les règles

09/04/2026

Délai de carence, procédures d'indemnisation, obligations des assureurs... Un nouveau texte vient clarifier les règles en cas de sinistre majeur.

La ministre de l'Économie et des Finances, Nadia Fettah, a publié un arrêté modifiant les modalités d'application de la garantie contre les conséquences des événements catastrophiques.

Désormais, les démarches liées à cette garantie doivent être effectuées dans un délai maximal de soixante jours suivant la survenance de l'événement, contre une disposition antérieure moins précise.

La mesure, prise sur proposition de l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale, vise à sécuriser les procédures d'indemnisation en cas de catastrophes naturelles ou technologiques. L'arrêté entre en vigueur dès sa publication au Bulletin officiel.

... et les clauses types des contrats actualisées

Les annexes datées de 2019 ne font plus la loi. La ministre de l'Économie et des Finances, Nadia Fettah, a publié un autre arrêté qui remplace purement et simplement les modèles de clauses à insérer dans les contrats d'assurance couvrant les risques catastrophiques.

L'arrêté n° 471.26 du 27 février 2026 modifie ainsi le texte de 2019 qui fixait les conditions à inclure dans les contrats d'assurance au titre de la garantie **contre les**

Les assurances des 10 prochaines années lors de la 4ème édition des Trophées de l'Assurance d'Afrique au Maroc

02/04/2026

Cet événement qui met en avant les innovations des assureurs, et qui nous fait rêver sur les marchés de demain, présente les métiers des assureurs sous les meilleurs auspices. Rappelons que l'assurance est un maillon incontournable de la société, avec des acteurs dynamiques dans plusieurs secteurs économiques.

Lors de cette 4e édition, créé par 212assurances.com, ont été célébrées l'excellence, l'innovation et la résilience du secteur assurantiel avec une dimension panafricaine.

Trois temps forts pour une soirée mémorable

Premièrement, le Trophée Insurtech : C'est la startup FCB.ai qui s'est distinguée parmi les 10 projets insurtechs présentés. En lien avec le cabinet marocain AGMA, cette jeune pousse propose une solution complète de courtage digital. Cette plateforme de courtage digitale native IA au Maroc, intègre un CRM intelligent, une IA conversationnelle WhatsApp-first et des capacités de devis multi-compagnies en temps réel

L'innovation africaine invitée star de la soirée

«L'innovation est vitale dans le secteur de l'assurance, car avec seulement 2% de pénétration en Afrique subsaharienne, nous devons repenser nos modèles pour toucher les 1,4 milliard d'habitants. » Précise François Olivier EDIME, Président des Trophées de

l'Assurance d'Afrique. Et de rajouter : « À l'horizon 2030, l'Insurtech boostera 30% de croissance annuelle, transformant l'assurance en levier de développement durable pour nos économies. »

Se sont joints à l'événement les gagnants des Trophées de l'assurance Spécial FANAF qui a eu lieu le 11 février 2026 à Abidjan. Ont donc été rappelées les innovations de Atlantique Assurances Vie CI (Epargne Santé Retraite), Générale des Assurances Bénin (Gab e-constat), NSIA CI (NSIA Auto Cash), Raynal Burkina (Assurance Mobile), SAAR CI (Saar Takaful) et Africa First Assist (Wallet).

Le clou de la soirée a été pendant la distribution des 5 Trophées majeurs de la cérémonie, réparties sur les zones marchés. Dans l'ordre, ont été distinguées : La start-up DINO pour son innovation Distribution qui simplifie la compréhension de l'assurance en Darija avec l'IA

Repar Trust s'est distingué par l'innovation Workflow Sinistres qui permet de raccourcir le parcours réparation des véhicules pour l'obtention des pièces détachées

Kooralink, met en avant une solution d'assurance pour les sportifs et les footballeurs, ce qui lui a valu l'innovation Sportech

SMART MGA OS (en lien avec le cabinet EPEGA), se distingue par son positionnement novateur de courtier grossiste qui offre une panoplie de services à l'ensemble des distributeurs, en utilisant les dernières technologies. Le nom de leur innovation est 1er MGA OS d'Afrique

Djolof est un courtier sénégalais qui a mis en place une application whatsapp de souscription d'assurance avec comparateur de tarif, accessible jusque dans les campagnes. Une innovation brillante qui lui vaut le titre d'innovation Parcours Client

Les grands comptes ont été également distingués 5 fois :

- Allianz Maroc qui a simplifié le parcours santé de l'assuré dans le cadre de l'Accident de travail a obtenu le prix Innovation AT Digitalisé
- AXA Maroc s'est distingué avec l'Innovation Communication Externe en accompagnant les femmes dans les situations extrêmement difficiles pouvant aller jusqu'à un accompagnement psychologique
- Sanlam Maroc se veut le précurseur de la voiture écolo, ou semi thermique, et a mis en place une assurance spéciale « voiture verte » et a obtenu l'Innovation Service pour son Green Auto
- GAA, la compagnie d'assistance africaine Groupe Afrique Assistance, a obtenu le prix Innovation Mobilité, pour avoir mis en place une plateforme digitale (GAA Mobilité) de parcours de gestion client pour l'assistance en Afrique
- L'Assisteur marocain Wafa Ima Assistance a marqué les esprits en développant une solution

d'assistance pour les séniors qui permet d'intervenir en urgence en cas de chute, de malaise, au autres, grâce à une montre connectée qui détecte toute incidence et informe en urgence les services de l'assistance. L'innovation Sérélia rappelle le nom de ce produit novateur, premier au Maroc.

La fin de soirée a été marquée par la remise du Trophée Knowledge EDUCAPS, hors Jury, pour l'ACAPS (Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale) qui a développé une plateforme de formation pour les jeunes sur la finance et les assurances. Le Docteur Mohamed Jamal Bennouna a reçu également un prix d'honneur en remerciements de sa contribution à la connaissance des données techniques en assurances, couvrant un travail d'écriture de plus de 12 ans

Afrique

agence ecofin

African insurance market seen reaching 166\$ billion by 2034 on digitalisation, inclusion push

09/04/2026

The African insurance market is projected to grow from \$98.5 billion in 2025 to \$166.1 billion by 2034, representing an average annual growth rate of 5.79%, according to a report published Thursday, March 19, by IMARC Group.

The report, titled "Africa Insurance Market: Industry Trends, Share, Size, Growth, Opportunity and Forecast 2026–2034," identifies regulatory reforms, financial inclusion efforts and rising digitalisation as the main drivers of growth across the continent.

Governments are introducing measures to strengthen consumer protection, harmonise cross-border regulations and expand microinsurance offerings targeting informal workers and low-income households. At the same time, insurers are extending services to rural areas that often lack access to traditional coverage, including crop and livestock insurance enabled by technological advances.

Demographic growth is also supporting demand for insurance products designed to protect households

and businesses against financial risks. Rising literacy and awareness campaigns are further increasing uptake by improving understanding of insurance benefits.

Climate change is reshaping the sector as extreme weather events – including floods, droughts and cyclones – become more frequent and severe. In response, insurers are developing new risk assessment models and parametric products, which allow for rapid payouts based on predefined thresholds rather than lengthy loss assessments.

The report notes that rising demand is pushing insurers to adopt innovative strategies that expand financial inclusion and strengthen economic resilience across markets. Insurtech innovation, in particular, is expected to reshape the sector.

AI to shape the future of the sector

Mobile platforms and embedded insurance solutions are expanding access, particularly in regions with limited infrastructure. Insurers are partnering with fintech firms and leveraging mobile financial services to reach underserved populations in both urban and rural areas. Integrated mobile solutions now reach more than 18 million policyholders through partnerships with telecom operators that simplify enrolment via mobile payment systems.

These technologies enable faster claims processing, more personalised products and lower distribution costs, while helping build trust among consumers historically sceptical of insurance. Younger, digitally literate users are also driving a shift towards app-based, data-driven distribution models aligned with everyday mobile usage.

Microinsurance platforms, for example, now cover more than 3.5 million people in Ghana, Kenya, Nigeria and Uganda, with claims processed in an average of four hours through automated systems.

Artificial intelligence is expected to play a growing role in the sector by improving claims processing, fraud detection and product personalisation. In South Africa, large insurers report that AI tools have increased fraud detection rates by 35% while halving investigation times amid rising claims volumes.

AI is also streamlining operations for companies such as Nigerian firm Curacel, reducing claims processing times by up to 50% and improving customer experience. In Kenya, AI-powered chatbots such as Britam Bella provide 24/7 support and have boosted policy sales by more than 40%. More broadly, AI-driven microinsurance solutions are enabling insurers to tailor products to rural and low-income populations.

Financial Afrik

Assurance-vie en Afrique du Sud : 38,24 milliards de dollars versés en 2025

09/04/2026

En 2025, le secteur sud-africain de l'assurance-vie a versé 626 milliards de rands (38,24 milliards de dollars) en indemnités et prestations, selon l'Association pour l'épargne et l'investissement d'Afrique du Sud (ASISA). Ces paiements concernaient notamment les contrats d'assurance-vie, d'invalidité, de maladies graves et de prévoyance, ainsi que les rentes viagères, les fonds de pension garantis et les contrats à capital différé.

Par ailleurs, à la fin décembre 2025, les assureurs-vie membres de l'ASISA détenaient 380,5 milliards de rands (23,25 milliards de dollars) de réserves, alors que l'exigence réglementaire de capital de solvabilité (SCR) était fixée à 222,9 milliards de rands (13,65 milliards de dollars) par l'Autorité prudentielle. Ainsi, le ratio de couverture moyen atteignait 1,71, ce qui témoigne d'une solidité financière satisfaisante, précise le communiqué.

De plus, les consommateurs ont souscrit 10,8 millions de nouveaux contrats individuels à primes récurrentes en 2025, soit une progression de 3,8 % par rapport à 2024. Parmi ces contrats, on compte 6,2 millions de contrats obsèques, 1,9 million de contrats d'assurance-crédit et 2,7 millions de contrats d'assurance vie, invalidité, maladies graves et perte de revenus.

Résiliations en hausse

Cependant, malgré cette dynamique, les résiliations repartent à la hausse. En effet, 8,7 millions de contrats ont été résiliés en 2025, contre 8,2 millions en 2024. Une résiliation survient lorsque l'assuré cesse de payer ses primes, ce qui entraîne la disparition de la valeur du contrat.

En outre, l'étude ASISA 2025 sur les écarts de couverture a révélé que les 16,1 millions de Sud-Africains salariés ne disposaient collectivement

que d'une couverture suffisante pour assurer 39 % des revenus nécessaires à leurs familles en cas de décès ou d'invalidité.

Enfin, les assureurs-vie membres de l'ASISA ont clôturé l'année avec 5 200 milliards de rands (317,5 milliards de dollars) d'actifs sous gestion et administraient 46,2 millions de contrats d'assurance-vie et d'épargne à fin décembre 2025, soit une hausse de 4 % par rapport à l'année précédente.

Monde Arabe



ME conflict: Oil price fell below US\$100/bbl following ceasefire agreement, rose marginally on breach

09/04/2026

Oil prices plunged below \$100/bbl after the US and Iran agreed to a two-week ceasefire on 7 April, easing fears of prolonged supply disruption. Brent fell as much as 16% before trading around \$94/bbl, according to ING Think, ING Global Markets Research.

However, prices rose on accusations that the ceasefire was breached shortly after it took effect. Brent crude rose by 3% to \$97.62 a barrel around 9am Singapore time today.

The ceasefire agreement was reached on 7 April (US Eastern time, which was 8 April Singapore time) before the deadline set by US President Donald Trump ran out at 8pm US Eastern Time on 7 April for Iran to end its de facto closing of the Strait of Hormuz and meet other demands of the US. More than 800 vessels are estimated to be trapped in the Persian Gulf because of the closure.

Oil price to hover

Separately, UOB Global Economics and Markets Research says that Brent crude is likely to hover around \$100 per barrel in the near term, despite the temporary two-week ceasefire in the Middle East.

In a note on 8 April, the research house said disruptions in the global physical energy market are expected to persist, amid significant damage to key infrastructure and ongoing logistical bottlenecks. A substantial portion of the region's energy infrastructure – including refineries, pipelines and ports – has been damaged, with repairs likely to take months or, in some cases, years, it noted.

"It remains uncertain how many tankers and ships will be able to take advantage of this crucial window," UOB said. Brent crude, the global benchmark, surged following the outbreak of the US-Israel-Iran conflict on 28 February 2026. The benchmark traded as high as \$119.50 per barrel in late March, its highest level since 2022.



Saudi Arabia: Insurance Authority announces transition to risk-based capital frameworks

06/04/2026

The Insurance Authority has announced the transition to the mandatory implementation of the Risk-Based Capital (RBC) framework, effective 1 January 2027.

This is a significant step to strengthen the resilience of Saudi Arabia's insurance sector and deliver on the National Insurance Sector Strategy, said the IA in a media statement

The framework will serve as the official solvency regime for insurance and reinsurance companies, replacing the current framework in force. This move aligns with the strategy's direction toward enhancing the efficiency and sustainability of the sector, while reinforcing the role of insurance in achieving the objectives of Saudi Vision 2030.

The Insurance Authority noted that the transition to the RBC framework will enable insurers to make more flexible, risk-informed decisions, while ensuring they maintain capital levels commensurate with the

nature and scale of the risks they face. This, in turn, enhances confidence in the sector by strengthening insurers' ability to manage risks effectively and meet their financial obligations toward policyholders and investors. The flexibility offered by the framework will also support greater diversification of insurers' investment portfolios, contributing to broader economic activity within the financial sector.

The new framework further allows for capital enhancement through the issuance of subordinated debt instruments, providing insurers with additional options to meet capital requirements in line with business growth, while also encouraging increased investor participation in the insurance sector.

This transition reflects the maturity of the domestic insurance market and its readiness to adopt advanced regulatory frameworks that support financial stability and sustainable economic growth. It also strengthens the regulatory environment and enables the achievement of key objectives under the National Insurance Sector Strategy—most notably increasing the sector's available Risk Bearing Capital to SAR50bn (\$13.3bn) by 2030 from SAR25bn, in line with expected market growth.

The statement emphasised that the RBC framework is aligned with international best practices for capital requirements in the insurance sector, such as the Solvency II regime adopted in Europe, and tailored to reflect the specific characteristics of the Saudi insurance market.

The framework also fosters a more advanced risk management culture within insurance companies, both at the strategic decision-making level and in day-to-day operations, benefiting all stakeholders—from policyholders and shareholders to board members, executives, and employees.

Supporting transitional measures

As part of its commitment to ensuring a smooth and well-managed transition, the Insurance Authority has undertaken several supporting regulatory measures. These include conducting four simulation exercises in recent years to test the standard formula for calculating required capital, in addition to a fifth exercise based on 2025 data to further assess the standard formula and evaluate the expected impact of the transition on the sector's overall solvency position.

The process also involved extensive consultations with industry stakeholders, enhancing both the comprehensiveness and technical robustness of the framework.

A parallel run will commence this year, during which insurance companies will be required to calculate their solvency positions under both the new and existing frameworks, in accordance with guidance issued by the Authority. Companies will have the option to adopt the approved standard formula or develop a full or partial internal model, subject to prior approval from the Authority.

The Authority underscored the importance of ensuring that boards of directors and all relevant stakeholders are fully informed of these changes and their strategic implications. It also expects appointed actuaries to play an active role during this phase by organising internal workshops in coordination with risk, finance, and underwriting functions, to assess the financial, operational, and strategic impacts of the new framework and support an orderly and effective transition.

The Insurance Authority will continue to issue relevant guidance and updates, while maintaining close collaboration with insurance companies and all stakeholders to ensure the successful and sustainable implementation of this transformation.

Middle East conflict reshapes global reinsurance ahead of April renewals

01/04/2026

Treaty negotiations are about to reveal just how deeply geopolitical risk has rewired the market's plumbing

The ripple effects of the Middle East conflict are reaching deep into global insurance markets, with the upcoming April 1 treaty renewals set to test how far the industry has adjusted to a prolonged period of geopolitical uncertainty.

According to WTW, the conflict has become a defining factor in the terrorism and political violence segment, reshaping capacity, pricing, and the structures underpinning reinsurance treaties.

Fergus Critchley, the firm's global head of terrorism and political violence, said the market had settled into what he described as a new equilibrium. Insurers continue to offer solutions across major lines, he said, but with reduced line sizes, tighter terms, and higher rates than before the conflict began.

The strain, however, extends beyond frontline underwriting. Senior executives across the market have been scrutinising ceded structures, portfolio aggregation, and capital sensitivity as they seek to understand how Gulf-linked exposure has been layered and transferred upstream.

Market participants have said the response so far has remained consistent with established contractual mechanisms rather than panic, though the question of how well diversified and structured Gulf-facing exposure truly is remains open.

Critchley noted that some treaty programmes are renewing at April 1 and said WTW was watching for potential restrictions, though none were currently expected. Because insurers are writing smaller lines, more risk is being retained on a net basis,

«which should help limit pressure on excess-of-loss structures for the main treaty renewal date of 1/1,» he said.

Should the conflict de-escalate, Critchley said insurer appetite would likely return relatively quickly, with the current shock-pricing environment subsiding – though not to pre-conflict levels. Coverage breadth, particularly around contingent exposures such as supply chain risks, «is likely to recover more slowly as insurers remain cautious,» he added.

A worsening of the conflict – whether through geographic expansion or increased intensity – would carry far greater consequences, potentially triggering stop-orders on underwriting new exposure and heightened referral requirements that could reverberate beyond MENA into the broader global marketplace.

For now, capacity outside the region remains largely intact. Pre-conflict war capacity of roughly US\$3.5 billion and terrorism capacity of approximately US\$5 billion has «only materially contracted within MENA,» Critchley said.

He also drew a distinction with the early stages of the Ukraine conflict. «Unlike the immediate reaction during the start of the Ukraine war, reinsurers have not signaled any intention to impose blanket regional exclusions,» he said.

Insurers are instead managing exposures through aggregate controls rather than broad-based treaty restrictions – a sign, he said, that the market is opting for discipline over retreat.

DFC and Chubb expand Hormuz maritime insurance facility to 40\$ bn

06/04/2026

The US International Development Finance Corporation (DFC) and insurer Chubb on Friday announced six additional American reinsurance partners, expanding their maritime reinsurance facility to \$40 billion in rolling coverage for vessels operating through the Strait of Hormuz amid the ongoing conflict with Iran.

The new partners – Travelers, Liberty Mutual Insurance, Berkshire Hathaway, AIG, Starr, and CNA – will contribute \$20 billion in combined coverage alongside Chubb, matching DFC’s existing \$20 billion commitment.

War risk coverage targets key shipping lane

Chubb will serve as lead underwriter, managing the facility, setting pricing and terms, assuming risk, issuing policies, and handling all claims. Coverage will include war hull risk insurance, war P&I insurance, and war cargo insurance for eligible vessels and cargo.

DFC CEO Ben Black said the new partners “bring deep experience” in marine and war risk coverage. “Along with Chubb, these leading American insurers bring deep underwriting experience in marine and marine war coverage, strengthening our efforts to help restore confidence in maritime trade,” Black said.

Chubb CEO Evan Greenberg framed the initiative around the economic importance of the waterway. “The commerce passing through the Strait of Hormuz plays a vital role in the global economy, and providing vessels with insurance protection is essential for resuming trade flows,” Greenberg said.

Travelers chairman and CEO Alan Schnitzer cited the significance of the timing. “This public-private partnership brings stability to maritime trade at a critical moment,” Schnitzer said.

Liberty Mutual Insurance chairman, president, and CEO Tim Sweeney said the firm joined to help restore maritime commerce, while Berkshire Hathaway vice chairman of insurance operations Ajit Jain commended participating reinsurers for “stepping up to demonstrate how our industry can help to meet important needs as they arise.”

AIG president and CEO-elect Eric Andersen said the

effort would protect a key global trade corridor. “AIG is pleased to support this effort with risk solutions that will safeguard the resiliency of this important global trade route,” Andersen said.

CNA chairman and CEO Douglas M. Worman added that the initiative demonstrated how the public and private sectors can work together to address real-world risks.

Tensions escalate in the Gulf region

The announcement comes amid a severe disruption to global shipping. Tensions escalated following joint US and Israeli military strikes on Iran in February, which included the killing of Iran’s supreme leader Ali Khamenei. In response, Iran’s Islamic Revolutionary Guard Corps issued warnings prohibiting vessel passage through the Strait of Hormuz, leading to an effective halt in shipping traffic.

Roughly 27% of the world’s maritime trade in crude oil and petroleum products passes through the Strait, according to the US Naval Institute. Brent crude jumped 8% from \$71.32 per barrel on Feb. 27, 2026, to \$77.24 per barrel on March 2, 2026, and has since broken the \$100 per barrel mark as the conflict continued.

Beginning March 1, 2026, a number of major industry insurers issued notices of cancellation for war risk insurance coverage for vessels traveling through the Persian Gulf, Gulf of Oman, and Strait of Hormuz. David Osler, finance editor at Lloyd’s List, told Euronews that before the fighting, typical rates for Strait of Hormuz coverage were 0.15% to 0.25% of hull value for a one-week policy, but since the conflict began, quotes have reached as high as 5% to 10% of hull value.

DFC said it will soon announce the opening of an application portal. Vessel eligibility will be determined through a sanctions review, a Know Your Customer vetting process, and other relevant information gathered by DFC and its interagency partners. Applicants will be required to submit details including the vessel name, flag, IMO number, cargo information, and ownership records.